

## RAPPORT DE MISSION PEDELAHORE (WP2)

PROJET AFS4FOOD, CAMEROUN DU 8 AU 18 OCTOBRE 2012

Philippe Pédelahore 24.10.2012

### 1) Contexte et Objectif.

Cette mission, réalisée sur proposition de Didier Snoeck, responsable du projet Europaid AFS4food, visait essentiellement à participer en tant que co-responsable du WP2<sup>1</sup> aux réunions de lancement de ce projet au Cameroun. Nous avons profité de cette mission au Cameroun pour réaliser également un déplacement dans l'arrondissement de Talba pour initier le zonage de ces systèmes agraires et la définition de l'échantillon d'agriculteurs et d'agricultrices à enquêter en 2013 dans le cadre du WP2. Cette mission à Talba avait également pour objectif de préparer l'accueil des stagiaires prévus pour 2013.

### 2) Réunions de lancement et de concertation du projet AFS4Food (Yaoundé du 9 au 13/10.2012).

Le projet AFS4Food a été présenté aux partenaires camerounais lors d'une réunion qui s'est tenue au « Club France » le 11 octobre. Cette présentation a vu la participation des représentants des agriculteurs (planteur de cacao) et agricultrices (productrices de vivriers) de Bokito et ceux du programme ACEFA (Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Agricoles Familiales au Cameroun). A l'issue de cette réunion il a été décidé que le programme ACEFA ferait partie du comité consultatif du projet AFS4Food pour le Cameroun. Ce programme dispose en particulier de références technico-économiques sur les principales productions agricoles vivrières et marchandes du Grand Sud Cameroun, et il sera intéressant de pouvoir croiser les informations produites par AFS4Food dans ces domaines et celles déjà produites par le programme ACEFA.

Les journées des 9, 10, et 13 octobre<sup>2</sup> ont été consacrées à la présentation par les responsables des trois pays concernés (Cameroun, Kenya, Madagascar) des principales caractéristiques des SAF étudiés et à la clarification des objectifs et des activités prévues pour les différents WP (WP1, 2, 3 et 4) et en particulier pour le semestre à venir (nov 2012-avril 2013). Ces échanges ont également permis de préciser comment pouvaient s'articuler les différents WP entre eux, et en ce qui nous concerne nous avons échangé en particulier avec Patrick Jagoret, Stéphane Saj et Olivier Sougnigo sur l'articulation du WP2 et du WP3.

En marge de ces journées, Patrice Levang de l'IRD-CIFOR et André Nso Ngang de l'IRAD ont été rencontrés. Le premier pour voir avec lui ses disponibilités pour l'encadrement des stagiaires et thésards AFS4Food et SAFSE-CIRAD-IRD, le second comme candidat possible pour la réalisation des travaux de terrain à mener en 2013 dans le cadre du WP2 au Cameroun.

<sup>1</sup> Les coresponsables du WP2 sont Isabelle Michel (IRC) et Philippe Pédelahore (CIRAD). A l'intérieur de ce WP2 il a été proposé qu'Isabelle Michel suive plus particulièrement le site Madagascar, que Philippe Pédelahore suive plus particulièrement le site Kenya, et que les deux chercheurs suivent conjointement le site Cameroun.

<sup>2</sup> La journée du 12 octobre a été consacrée à une visite de terrain à Bokito où ont été présentés les essais d'association avec cacaoyer.

### **3) Mission Talba (Talba du 14 au 16/10/2012).**

Cette mission a été réalisée avec André Nso Ngang, chercheur de l'IRAD qui est actuellement pressenti pour conduire en 2013 les travaux d'entretiens semi-directifs et d'enquêtes du WP2 sur la zone de Talba. Elle nous a permis de rencontrer la chefferie de Talba (le chef) et la chefferie d'Eyambouni (le chef), la mairie de Mbangassina (le 2<sup>ème</sup> Adjoint), la responsable du Centre de Santé de Talba, cinq planteurs de cacao, un responsable de coopérative cacaoyère, une agricultrice productrice de vivrier et une responsable d'une coopérative de produits vivriers.

### **4) Observations et propositions sur le WP2.**

Sur la base des informations échangées lors des réunions de Yaoundé avec les différents membres et partenaires du projet AFS4Food et de celles fournies par les acteurs locaux et les planteurs rencontrés lors de notre mission sur Talba, il est possible de faire un certain nombre d'observations et de propositions pour la mise en œuvre du WP2 : « Characterisation of farming systems and identification of long term drivers at household and landscape levels ». Ces observations et propositions concernent les deux premières tâches du WP2, à savoir le WP2.1 et le WP2.2, et les activités à mener pour le prochain semestre (nov 2012 – avril 2012).

#### **4.1) WP2.1 : Spatio-temporal dynamics of farming systems.**

##### **4.1.1) Décrire le contexte macro-économique et démographique national et celui des zones étudiées.**

Il est proposé pour chacun des trois pays concernés (Cameroun, Kenya, Madagascar) de collecter, si ce n'est déjà fait, les informations bibliographiques et statistiques existantes utiles pour renseigner les évolutions sur la longue période (plusieurs décennies) des variables suivantes au niveau national et, lorsque cela est possible, au niveau des zones étudiées :

Données macro-économiques :

- Evolution de la composition du PIB (secteur agricole/autres secteurs de l'économie nationale, PIBA des pérennes / PIBA des cultures vivrières).
- Evolution comparée de l'indice des prix à la consommation, du salaire médian de la fonction publique, du prix des denrées agricoles (cultures pérennes et principales cultures vivrières concernées par les zones étudiées)
- Evolution de la production de la culture pérenne étudiée (Cacao, café ou girofle) et des cultures principales cultures vivrières existantes dans les zones étudiées (surfaces, tonnages, nombre d'agriculteurs).
- Evolution des importations alimentaires au niveau national, du niveau de pauvreté rural et urbain et de la sévérité de la malnutrition lorsqu'elle existe

Données démographiques :

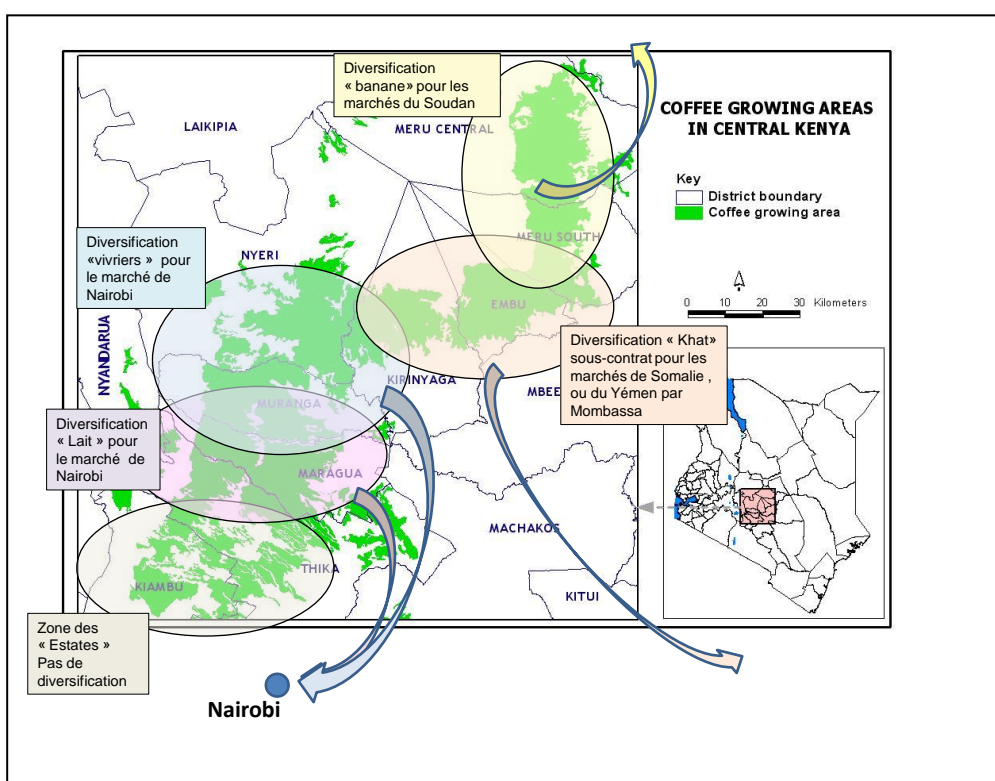
- Evolution de la population nationale et du rapport urbain/rural
- Evolution de la densité de population dans les zones étudiées et du rapport nb homme/nb femme dans les pyramides des âges.
- Données sur les mouvements migratoires (exode rural/fronts pionniers)

#### 4.1.2) Une première caractérisation des dynamiques des SAF étudiés et premiers éléments de zonage des zones étudiées.

Les présentations faites par les « responsables pays » et les échanges que nous avons eu avec eux montrent que nous sommes pour le Kenya et Madagascar dans une situation de recomposition des équilibres « production de la culture pérenne/productions vivrières » à l'intérieur du périmètre historique d'extension des SAF.

Pour le Kenya la non extension des SAF est essentiellement liée à la contrainte foncière et climatique (pas d'autres terres susceptibles de porter du café, puisque les zones peu peuplées de basse altitude présentent un climat semi-désertique). Les recompositions en cours se traduisent dans les exploitations familiales pas une diminution des surfaces et du travail familial dédié au café, au profit des cultures vivrières et/ou marchandes et des activités non agricoles. Les premiers échanges conduits avec Philippe Vaast et sa collègue Kenyane semblent montrer que ces dynamiques de diversification de la zone caféière centrale s'établiraient en particulier en fonction du positionnement géographique des exploitations familiales par rapport aux flux commerciaux et marchés régionaux. Une première « carte » a ainsi été élaborée (voir figure 1 ci-dessous) mais ces informations restent à confirmer et à compléter par l'analyse des effets d'autres variables qui vont déterminer la diversité de ces espaces agraires et les stratégies d'adaptation des ménages agricoles (l'altitude avec par exemple des dynamiques de diversification vers la culture du thé pour les hautes terres...) Ces différentes données pourront être validées et complétées en particulier à travers la réalisation des entretiens auprès des personnes ressources prévus dans le cadre de la mission du 3 au 12 décembre 2012 au Kenya.

Figure n°1 : Premiers éléments de zonage de la zone café centrale, Kenya  
(Dynamiques de diversification des SAF à base de café).



Pour **Madagascar**, et bien qu'il faille confirmer la non existence de dynamiques d'extension dans la zone Nord Fénérive ou sur Sainte Marie, la contrainte ne semble pas tant foncière ou climatique. Elle pourrait peut-être tenir plutôt à l'absence d'opérateurs économiques disposés à investir dans la création de nouvelles plantations. La question qui pourrait alors être renseignée, à travers la valorisation des données bibliographiques déjà collectées (voir les deux stages sur les données d'archives déjà réalisés en France et à Madagascar et les documents sur la filière girofle fournis par Michel Jahiel lors de ces réunions) et à travers les entretiens à conduire par le stagiaire prévu pour Fénérive, est la suivante : « qu'elles sont les conditions socio-économiques historiques (esclavage, existence de capitaux étrangers lors de la période coloniale,...) qui ont rendu possible l'établissement du capital existant « plantation de girofliers », et quels sont les déterminants qui expliqueraient la non-extension actuelle du verger : coûts actuel de la main d'œuvre, manque de capitaux chez les agriculteurs concernés, déprise agricole des jeunes qui partent en ville, seuil de rentabilité actuel faible et ne pouvant supporter l'amortissement de l'investissement initial représenté par la création de nouvelles plantations, contraintes foncières ... ? Il s'agirait comme l'indique Michel Jahiel d'apporter des éléments de réponse à la question posée par les développeurs de la filière : « mais pourquoi est ce si difficile malgré la distribution de plants de girofle d'augmenter durablement les surfaces et la production de cette filière ?

Une cartographie présentant un zonage des zones de SAF à base de girofle pour l'île de Sainte Marie et pour la côte Est de Madagascar serait à réaliser (peut-être des éléments seront déjà présents pour Sainte Marie dans le rapport de stage de Sophie Levasseur).

Pour le **Cameroun**, on assiste à la fois à une recomposition des équilibres cacao-vivrier à l'intérieur des zones historiques des SAF (au niveau de l'exploitation familiale, et au niveau des terroirs villageois) et à une extension des surfaces de SAF à base de cacao sur les zones de savane (Bokito) et sur les zones de front pionniers forestiers (type Mbam et Kim). Ces extensions vont également avoir des conséquences importantes sur les équilibres cacao-vivrier au niveau de l'exploitation familiale, des terroirs villageois et des territoires agraires régionaux.

La mission réalisée sur Talba a permis d'établir un premier zonage à dire d'acteurs. Sur la question des dynamiques cacaoyères et vivrières sur la zone de Talba, les entretiens conduits avec la chefferie de Talba (chef), la mairie de Mbangassina (2ème adjoint) et les responsables rencontrés des coopératives cacaoyères et vivrières ont permis de dresser la carte suivante (voir figure 2 page suivante). Ces données provisoires seront à confirmer par les entretiens et enquêtes à réaliser en 2013. Elles montrent une stratification de l'espace liée aux dynamiques du front pionnier cacao et aux différences de végétation (forêt/savane). Il serait possible d'identifier 4 zones différentes (numérotée de 1 à 4 sur la carte présentée en figure 2) :

- La zone 1 : c'est une zone de savane assez bien desservie par les réseaux routiers et proche de Yaoundé où les productions vivrières sont majoritaires. Les hommes comme les femmes sont fortement impliqués dans la production vivrière marchande (manioc, igname, maïs, maraîchage...). le cacao n'est ici que secondaire, voire absent, des systèmes de production agricole.

- La zone 2 : c'est une zone où domine du point de vue économique et du paysage agraire la production cacaoyère. Le vivrier trouve place dans les SAF à base de cacao (quelques fruitiers, un peu de plantain et de banane douce, un peu de macabo) et dans les clairières ou savanes présentent dans les interstices laissées par les SAF à base de cacao. C'est une zone déjà anciennement colonisée où l'augmentation de la densité de population contraint certaines familles à devoir aller à plusieurs kilomètres (en particulier vers Eyambouni = 1h à 1h30 de marche aller et autant pour le retour) pour trouver de la terre pour cultiver leurs productions vivrières.
- La zone 3 est une zone où le cacao reste majoritaire mais où la densité de population est moindre et où les disponibilités en terre de savane permettent aux familles de cultiver leur vivrier à proximité de leur habitation.
- La zone 4 est celle qui marque l'avancée du front pionnier cacaoyer du Mbam et Kim. Cette zone est caractérisée par une très forte production de bananier plantain qui est installé après défriche de la forêt et avant que le cacao n'entre en production. Dans ces zones le macabo est également installé après abatage de la forêt pour nourrir les ouvriers ou les pionniers eux même, mais il fait l'objet d'une moindre commercialisation. C'est donc une zone où la production vivrière marchande (plantain surtout) procure plus de revenus que celle du cacao. C'est de là que partent aujourd'hui les camions de plantain qui approvisionne Yaoundé, Douala et les pays de la sous région (Guinée Equatoriale, Gabon,...). Les zones plus au Sud où les plantations de cacao sont plus anciennes voient leur production de plantain diminuer rapidement du fait de la concurrence pour la lumière et l'espace avec le cacao.

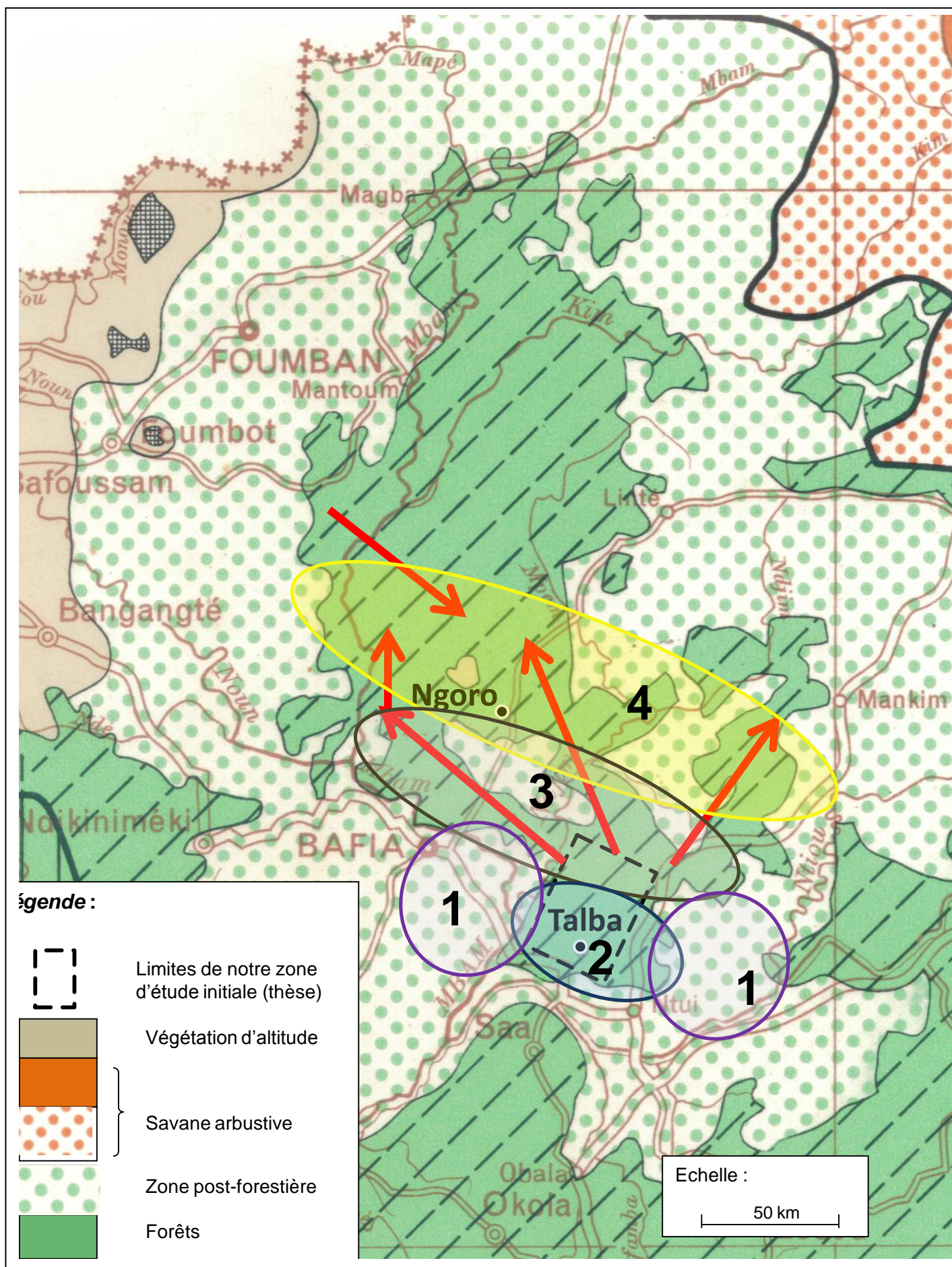
Pour Bokito la question est la suivante : la cartographie du zonage de Bokito reste t-elle à faire où les documents déjà existant permettent de l'établir sans nécessiter de travaux de terrain supplémentaires ?

De manière plus générale, les premières informations collectées et échangées montrent que les trois pays étudiés (Cameroun, Kenya, Madagascar) présentent des dynamiques spatiales et des réalités contrastées et que les analyses comparatives devraient à priori être riches d'enseignements sur les dynamiques spatiales des différents types de SAF et leurs déterminants.

Par ailleurs, les premières informations collectées concernant le zonage des différentes régions étudiées donnent une première idée de la diversité des dynamiques de diversification des SAF pour le Kenya (polarisation de l'espace agraire par les flux marchands) et de l'incidence des dynamiques pionnières pour les liens entre productions cacaoyères et vivrières pour la zone de Talba. Ces éléments de zonage donnent des premières indications sur les stratégies développées par les ménages agricoles et peuvent aider au choix des ménages à enquêter dans le cadre du WP2.2., ou tout du moins à resituer les ménages choisis dans la population générale étudiée.



Figure 2 : Premier éléments de zonage de la zone de Talba, Cameroun.



## **4.2) WP2.2 : Evolution of smallholders' strategies and agricultural activities.**

### **4.2.1) Réaliser une première typologie à dire d'acteurs et/ou sur base d'enquêtes.**

Il est important avant de commencer la réalisation des entretiens et enquêtes agro-socio-économiques auprès des ménages agricoles de nos zones d'étude d'identifier les critères typologiques à retenir par rapport à notre question de recherche (= SAF et sécurité alimentaire). Le niveau de revenu global (production agricole autoconsommées valorisée au prix du marché + valeur de la production agricole vendue + revenus monétaires des activités non agricoles) et la définition de seuils de revenus (sous alimenté, pauvre, à l'équilibre, riche,...), pourrait constituer un critère pertinent pour la construction d'une première typologie permettant de choisir les ménages à enquêter. Il est également important de pouvoir quantifier (en nombre de ménages agricoles, en termes de surfaces agricoles,...) l'importance relative de chacun des types dans la population totale étudiée.

Ces éléments d'informations seront, suivant les pays, apportés par la bibliographie, la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès des personnes ressources (typologie « à dire d'acteurs » ou « d'experts ») et/ou par l'analyse des données d'enquêtes déjà réalisées par les membres du projet AFS4Food : c'est le cas pour le Kenya et pour Madagascar tant pour le site de Sainte Marie que pour celui de Fénérive et sans doute aussi pour le site de Bokito au Cameroun où de nombreuses enquêtes ont déjà été réalisées.

Il importe donc pour ces deux pays (Kenya et Madagascar) et également pour Bokito de faire un premier bilan des variables mesurées par les enquêtes déjà réalisées. Au Kenya les données sont déjà traitées et analysées (60 à 70 EFA enquêtées dans la zone de Muranga) et pour Madagascar et en particulier le site de Fénérive, Thierry Michel a été chargé du traitement des données collectées et devrait prochainement transmettre son rapport d'analyse.

### **4.2.2) Caractériser la diversité des stratégies des ménages et leurs évolutions.**

Le niveau de sécurité alimentaire des ménages ruraux qui portent les SAF que nous étudions est en première analyse<sup>3</sup> dépendant du rapport entre le « nombre de bouches à nourrir » et la « quantité de produits agricoles et de revenus monétaires » dont ils disposent.

Caractériser les stratégies des ménages agricoles permettant de garantir leur sécurité alimentaire, et évaluer les performances de ces différentes stratégies, implique donc de pouvoir renseigner l'évolution dans le temps du « nombre de bouches à nourrir » et de la « quantité de produits agricoles et de revenus monétaires » dont ils disposent.

---

<sup>3</sup> Nous disons « en première analyse », car les travaux sur ces sujets, comme ceux présentés récemment par Sandrine Dury, montrent que même si les ménages ont des revenus monétaires qui apparaissent à priori suffisants pour faire face à leurs dépenses alimentaires, ils peuvent dans certains cas privilégier d'autres dépenses (santé, éducation, transport...) et dégrader le niveau d'alimentation des membres de l'unité familiale. Mais nous ne rentrerons pas je pense dans ce genre de considérations dans le cadre du projet AFS4Food...

La quantification de l'évolution dans le temps du « nombre de bouches à nourrir » implique de reconstruire le parcours de vie (et en particulier de préciser les lieux de résidence et les activités professionnelles agricoles et non agricoles) des différents membres de la famille. Ce travail peut être conduit sur trois générations et se baser sur la parentèle (sœur, frères,...) de la lignée mâle du chef de famille actuel (grand père → père → fils). En effet, dans les sociétés agraires que nous étudions la transmission du patrimoine foncier familial se fait à priori par la lignée mâle (sociétés patrilineaires) et le lieu de résidence du couple est celui du mari (sociétés virilocalles) et c'est donc le devenir de cette lignée mâle qui nous intéresse prioritairement. Cette proposition de travailler sur le temps long vise à ne pas occulter les stratégies de sécurisation alimentaire qui se basent sur une migration des bouches surnuméraires en dehors de l'exploitation familiale. Cette migration peut se faire vers d'autres territoires agricoles (cas des fronts pionniers) ou vers d'autres secteurs d'activités (exode rural par exemple). Ces stratégies apparaissent particulièrement fortes dans la situation de la zone centrale caféière Kenyane où la moyenne d'âge des chefs d'exploitation est élevée (61 ans ...) et la pyramide de la population déséquilibrée en faveur des femmes (migration des jeunes hommes vers les villes). Ce même type d'observation a été également fait pour la Léké au Cameroun et la zone de Bokito est peut-être donc dans ce même cas (à vérifier...).

La quantification de la « quantité de produits agricoles et de revenus monétaires » dont ils disposent constitue donc le second élément de caractérisation des stratégies des ménages. La question « des liens entre SAF et sécurité alimentaire » qui constitue le cœur de ce projet peut être renseignée d'un point de vue socio-économique par l'analyse « des processus de différenciation socio-économique des familles d'agriculteurs qui portent ces SAF ». Ces processus de différenciation vont conduire à l'établissement de familles dont les productions agricoles et les revenus monétaires ne leur permettent pas de faire face à leurs besoins et à leurs dépenses alimentaires, et d'autres familles dont les productions agricoles et les revenus monétaires vont au contraire leur assurer une certaine sécurité alimentaire voire même leur permettre d'atteindre un haut niveau de revenus (d'où l'intérêt de définir des seuils par pays pour classer les différents types de ménages agricoles et des indicateurs permettant de les repérer sur le terrain).

Nous avons insisté, lors de ces réunions AFS4Food, sur l'intérêt d'analyser ces processus de différenciation socio-économique sur le temps long (analyse des transformations sur plusieurs années, voire sur plusieurs générations) pour être en mesure de mieux identifier les déterminants de ces stratégies et pour pouvoir renseigner les scénarios prospectifs prévus à la tâche WP.2.3. La caractérisation des stratégies des ménages pourra se faire à travers l'analyse des changements intervenus au niveau des systèmes de production agricoles et au niveau des activités (agricoles et non agricoles) des différents membres du ménage (hommes, femmes, jeunes). L'analyse de ces stratégies pourra se baser sur la caractérisation des tendances et évolutions au niveau de (voir aussi figure 4):

- La SAU totale et des rapports entre le pourcentage de surface dédié aux cultures pérennes (café, cacao ou girofle) et celui dédié aux principales cultures vivrières.
- Le travail total des différents membres de la famille et la part du travail qu'ils consacrent aux différentes activités agricoles et non agricoles (y compris celles qui impliquent une mobilité spatiale vers la ville par exemple).
- Les revenus totaux et les différents usages prioritaires ou principaux de ces revenus monétaires.



Ces trois indicateurs de tendance permettront de repérer les stratégies qui, selon le contexte historique et les moyens de production de chaque type de ménage, vont s'appuyer sur la valorisation de la terre, de la force de travail ou du capital financier. Ces données sur les tendances seront recueillies à travers des entretiens semi-directifs qui permettront aux individus de produire un discours sur leurs stratégies et les raisons de ces stratégies. Les données qualitatives seront catégorisées suivant les techniques d'analyse de contenu et pourront faire l'objet de calcul de fréquences.

Pour la caractérisation de la situation actuelle, nous pourrions retenir des indicateurs quantitatifs qui porteront également sur la valorisation de la terre, de la force de travail ou du capital financier : FCFA/ha de terre, en FCFA/heure de travail, en FCFA/FCFA investi. Ces indicateurs permettront d'estimer l'évolution des performances de ces diverses productions agricoles et des différentes activités non agricoles, et d'identifier les stratégies « gagnantes » du point de vue de la sécurité alimentaire. Les premières données concernant par exemple le Kenya (Valérie Golaz 2009) et les zones densément peuplées du Grand Sud Cameroun (ACEFA 2012) semblent en effet montrer que les familles qui disposent de moins en moins de terres développent des activités « hors sols » (petits élevages de volailles ou de porcs, production de lait, ...) ou artisanales (couture à façon, petits broyeurs à céréales,...) qui permettent à ces familles de subvenir à leurs besoins alimentaires malgré leurs très petites surfaces foncières. Lorsque ce type de solution trouve ses limites, la migration de certains des individus du ménage hors de l'exploitation (exode rural vers la ville ou migration vers les fronts pionniers) constitue également une stratégie observée.

Remarquons enfin que si la plupart des entretiens et enquêtes à réaliser dans le cadre du WP2 porteront sur des ménages agricoles gérant de petites exploitations agricoles familiales, certaines des études porteront sur des grandes ou très grandes exploitations agricoles de type patronale (main d'œuvre salariée > main d'œuvre familiale) ou capitaliste (propriétaire ne résidant pas sur l'exploitation). En effet, ce type d'exploitation agricole représente dans la zone centrale caféière du Kenya (« Estates » du district de Kiambu et de Thika) et dans la zone de Talba au Cameroun une part non négligeable des surfaces SAF et des cultures pérennes concernées. De plus ces exploitations développent des SAF dont la composition et la structure est souvent bien différente de celle des petits planteurs et elles offrent des éléments de comparaison tout à fait instructifs sur les performances et la durabilité des différents types de SAF (plus ou moins complexes). Dans ce type d'exploitation nous étudierons l'incidence des modes de gestion et de rémunération de la main d'œuvre salariée sur la capacité des ouvriers agricoles à assurer leur sécurité alimentaire et celle des membres de leur ménage. Nous étudierons également les stratégies que développent les ouvriers agricoles eux-mêmes pour assurer leur sécurité alimentaire et celle des membres de leur ménage. Les données déjà collectées sur Talba (Cameroun) lors des études menées en 2010 et celles collectées lors de la mission d'octobre 2012 montrent que les situations peuvent être très différentes d'une exploitation à l'autre et que celles-ci ont parfois des liens parfois très directs avec la composition et la structure des SAF à base de cacao.

Ces informations seront utiles pour pouvoir renseigner de façon argumentée les choix de politique agricole concernant le maintien et/ou l'appui au développement de la grande ou de la très grande exploitation de type patronale ou capitaliste. Ces sujets sont actuellement à l'ordre du jour pour plusieurs nations africaines qui sont sollicités par des investisseurs internationaux pour développer de très grands complexes agricoles aux cotés ou « à la place » de la petite agriculture familiale.

## **5) Articuler au mieux le WP2 et le WP3.**

### **5.1) Au niveau de l'échantillonnage des ménages agricoles à enquêter et des parcelles SAF où seront conduites les observations et mesures de terrain.**

Nous ne ferons état ici que de quelques observations concernant les deux sites du terrain Cameroun (Bokito et Talba) car c'est essentiellement sur ce pays qu'ont porté les discussions tenues avec Patrick Jagoret et Olivier Sougnigo.

Pour Bokito : Deux critères peuvent présider au choix des ménages à enquêter (si de nouvelles enquêtes s'avèrent nécessaires après la révision des documents et rapports de stage déjà existants). Le premier critère est relatif au niveau de revenus des différents types de ménage de la zone de Bokito (très pauvres, pauvres, moyens, riches). Le second critère est relatif à l'importance des surfaces en savane détenues par le ménage agricole et, susceptibles de porter des cultures vivrières (surfaces possédées en savane insuffisantes/surfaces possédées en savanes suffisante pour l'effectif du ménage). Il a été convenu que le WP3 pourrait démarrer ces observations sur la composition et la structure des parcelles SAF appartenant à ces différents types de ménages avant que le WP2 ait mis en place ses propres activités sur Bokito. Ceci vise à permettre au WP3 de démarrer tout de suite ses activités en sachant qu'il sera possible de compléter, si besoin est, l'échantillon choisi par le WP3 par d'autres ménages et parcelles SAF proposées suite aux travaux qui pourraient être réalisés par le WP2 durant le premier semestre 2013.

Pour Talba : Pour ce site la principale hypothèse à tester concerne la possible différence de composition et de structure des SAF portés par les petits (entre 0,1 et 2), les moyens (entre 2 et 6 ha), les grands (entre 6 et 30 ha) et les très grands planteurs de cacao (> à 30ha). Nous avons en effet formulé l'hypothèse suivante : les SAF complexes sont mis en place surtout par les petits et moyens planteurs, les SAF simples, voire monocultureaux (cacao seul) sont mis surtout en place par les grands et très grands planteurs. L'échantillon retenu tant pour les travaux auprès des ménages agricoles ou des entrepreneurs privés doit donc recouvrir cette diversité de taille d'exploitation. Celle-ci est bien entendu en lien direct avec le niveau des revenus de ces unités de production et donc en cohérence avec la proposition de faire du niveau de revenu le premier critère de choix des ménages enquêtés pour les études socio-économiques du projet AFS4Food.

La mission réalisée sur Talba du 14 au 16.10.2012 a permis de commencer l'identification des ménages et entrepreneurs privés à retenir dans l'échantillon. Cinq planteurs ont ainsi déjà confirmé leur accord pour accueillir des chercheurs du WP2 et du WP3 en 2013.

Cette mission et les échanges que nous avons eu avec les planteurs et les représentants de leurs organisations indiquent que les plantations de cacao effectuées en « plein soleil » sont rares dans la zone de Talba. Les petits et moyens planteurs expliquent qu'ils n'ont pas de moyens financiers (pour l'achat de tronçonneuses à moteur) et en main d'œuvre capables de leur permettre d'éliminer la totalité des arbres forestiers présents sur leur parcelle. L'ensemble des planteurs expliquent surtout que le cacao n'aime pas « être en plein soleil », que les mortalités sont nombreuses et que la plantation dépérit plus vite. Cependant nous avons identifié deux cas de plantations de très grands planteurs qui ont fait le choix de planter dans les années 1975-90 des plantations plein soleil, avec plantation en ligne des

cacaoyer. Ces deux cas sont intéressants à étudier car on observe une intégration progressive dans ces parcelles d'arbres d'ombrage et de fruitiers. L'un des deux cas est tout particulièrement intéressant d'un point de vue socio-économique car il correspond à la « reprise » d'une très grande plantation par des petits planteurs qui ont fait évoluer le SAF initial simple en un SAF complexe. Cette évolution est intéressante à étudier car elle préfigure peut-être l'évolution à venir d'une partie des très grandes plantations qui se développent actuellement dans la zone de Talba et qui seront peut-être un jour « reprises » par les petits et moyens planteurs.

Si les plantations cacaoyères « plein soleil » sont rares, les échanges avec les planteurs et les quelques visites de parcelles SAF réalisées durant cette mission, indiquent cependant que l'on observe bien une variation du niveau d'ombrage et du niveau de complexité des SAF (présence plus ou moins importante d'arbres fruitiers, de pieds de bananier plantain ou fruit, de macabo...) chez les différents planteurs. Les premières observations semblent montrer que, comme prévu, cette complexité est généralement plus forte chez les petits et moyens planteurs que chez les grands et les très grands mais cette règle n'est pas générale et nous avons observé chez certains des grands planteurs une présence importante d'ombre d'ombrage et de cultures alimentaires. Des observations et des mesures plus précises devront donc être faites par les chercheurs du WP3 pour préciser ces premières observations.

Il est proposé qu'une mission conjointe entre les chercheurs du WP3 et du WP2 puisse avoir lieu dans le courant du premier semestre 2013 (en mars-avril 2013 ?...) pour finaliser ensemble la constitution de l'échantillon des plantations à retenir pour les enquêtes socio-économiques et les observations agronomiques des parcelles de SAF.

*Figure 3 : Chez les grands et les très grands planteurs de Talba : Peu de fruitiers et de cultures vivrières dans le cacao et ombrage réduit (une réalité générale ?...).*



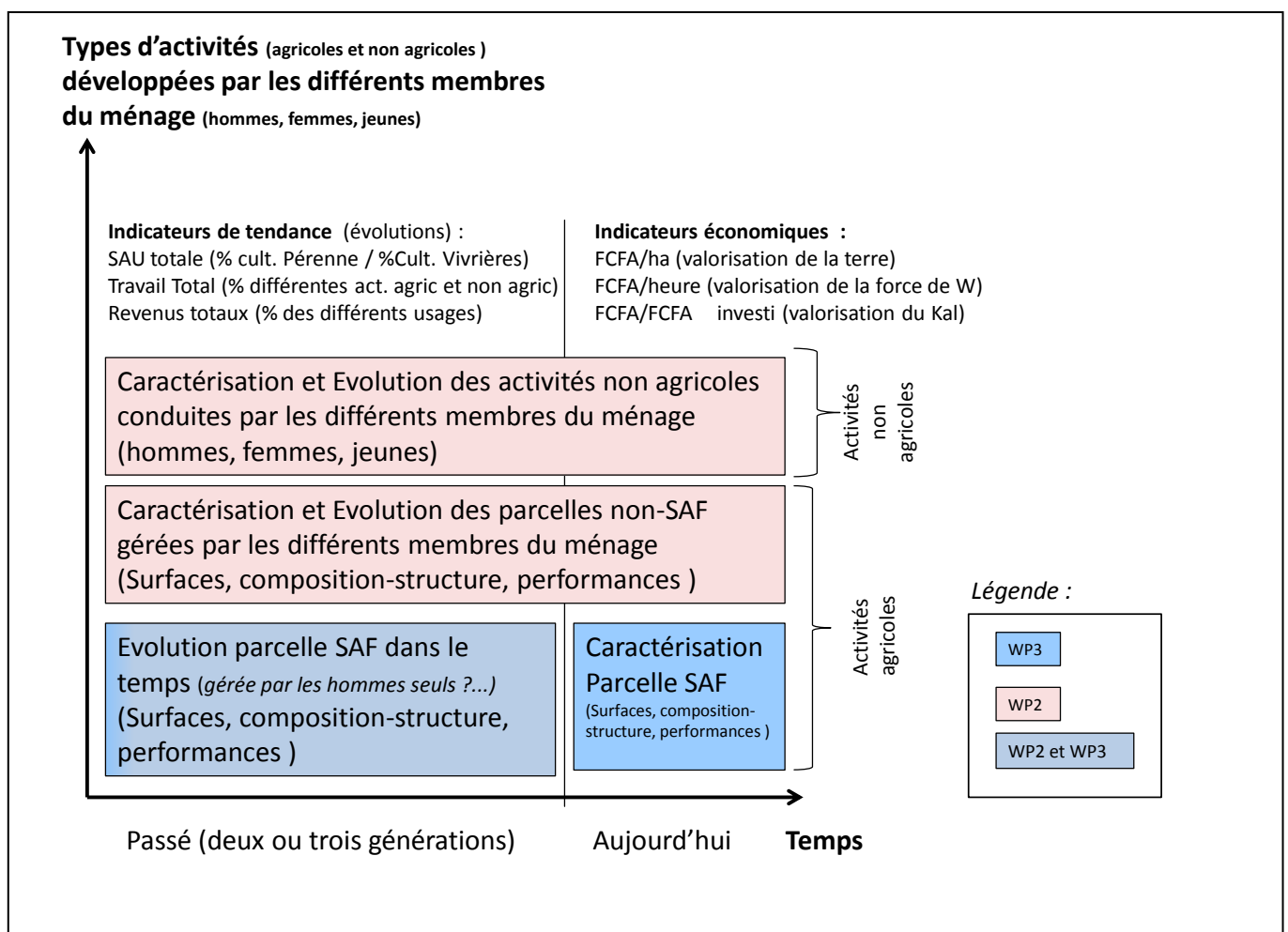
## 5.2) Sur les données à collecter ou à mesurer.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le WP2 va en particulier travailler sur la caractérisation des systèmes de production agricoles des ménages. Ces systèmes de production agricoles concernent des parcelles de type SAF (association plus ou moins étroite entre une culture pérenne et des arbres d'ombrage, des fruitiers, et des cultures vivrières) et des parcelles non SAF (parcelle d'arachide, de manioc, de cultures vivrière associées...).

Le WP3 travaillera lui en particulier sur la caractérisation de la composition et de la structure des parcelles SAF et sur l'analyse de leurs performances et de leur durabilité. Dans la mesure où il est apparu lors ces réunions d'échange que le WP3 prévoyait de mettre un stagiaire dans les mêmes sites que ceux retenus par le WP2, il semble utile de bien définir les données qui seront collectées par chacun de ces deux WP.

Le graphique suivant (figure 4) peut permettre de représenter les différents éléments à renseigner pour caractériser les évolutions des systèmes de production agricole et d'activités du ménage. Il permet également de proposer une répartition des tâches entre le WP2 et le WP3. Cette répartition reste à discuter, et il est proposé d'organiser une réunion sur ces sujets entre Patrick Jagoret, Isabelle Michel et Philippe Pédelahore avant la fin de l'année 2012.

Figure 4 : Proposition de répartition des tâches entre WP2 et WP3 (à discuter)



Cette répartition entre WP2 et WP3 sera à préciser aussi en fonction des types de SAF rencontrés et en particulier de l'imbrication spatiale plus ou moins étroite entre la culture pérenne et les cultures vivrières. La situation est par exemple bien différente entre les SAF Kenyan à base de café où le café peut se limiter à une bordure arborée ou à un carré de pieds de café en plein soleil et où les zones vivrières ou de production de fourrage sont bien distinctes, et les SAF à base de cacao du Cameroun où l'on a une forte imbrication spatiale des arbres d'ombrage, des fruitiers, des pieds de cacao, et des pieds de plantain et/ou de macabo. Il faudra définir ensemble où commence et où fini la parcelle SAF et où commence et où fini la parcelle vivrière pour préciser qui mesure quoi. La question est la même pour les SAF à base de café du Kenya.